

**Séance ordinaire du  
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Zone d'aménagement concerté EAI  
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de  
Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les  
participations financières liées au volet eau potable  
en dehors du périmètre de la ZAC  
Approbation - autorisation de signature**

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m<sup>2</sup>, doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

### **La création de la ZAC EAI :**

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'îlots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m<sup>2</sup> environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

### **Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :**

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
  - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public,
  - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
  - réseau d'eaux usées,
  - réseau d'eau potable et défense incendie,
  - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
  - réseau de télécommunications,
  - réseau de chaleur urbain,
  - génie civil de vidéo-surveillance,
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
  - une crèche de 48 berceaux,
  - un groupe scolaire de 20 classes,
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
  - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable),
  - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaut vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

S'agissant des équipements publics réalisés à l'intérieur de la ZAC et destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences, ils seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable situés hors du périmètre de ZAC, le financement de l'extension du réseau sous la rue des Chasseurs sera pris en charge à 100% par l'opération : le montant de la participation de la ZAC a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 200 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas).

Par ailleurs, des travaux de renforcement des ouvrages de l'étage 80 du réseau d'eau potable (stockage et réseaux) sont programmés dans le schéma directeur d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ; un raccordement du réseau interne de la ZAC EAI sur l'étage 80 s'avère nécessaire pour desservir les futurs bâtiments avec une pression suffisante jusqu'aux derniers étages : le montant de la participation de la ZAC à ce renforcement du réseau AEP a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 600 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas), soit 50 % du coût total estimé, défini au prorata des besoins générés par la ZAC par rapport aux besoins totaux futurs identifiés de l'étage de pression.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 2 500 logements de la ZAC et les 30 000 m<sup>2</sup> d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Un projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur s'avère nécessaire pour préciser les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC (extension et renforcement des ouvrages d'eau potable), ainsi que les modalités de réception des

travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole. Il est joint en annexe de la présente délibération.

Par délibération du 26 avril 2018, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en a approuvé les termes.

La Ville de Montpellier ayant confié l'aménagement et l'équipement des terrains de la ZAC EAI à la SA3M par le biais d'une concession d'aménagement approuvée le 25 juin 2012 et signée le 11 juillet 2012, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les termes de cette convention tripartite dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur qui précisera les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC, ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juin 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe\_Convention tripartite.pdf
- Délibération exécutoir

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.